

La société de consommation

par Maurice FAYOLLE

Il serait vain de le nier : depuis le milieu du siècle dernier, époque à laquelle s'élaborent les deux grandes écoles divergentes du socialisme (autoritaire avec Marx et Engels, libertaire avec Proudhon et Bakounine), le monde a « bougé ». Et il a plus bougé en un siècle qu'il ne l'avait fait dans les dix, vingt, quarante siècles qui l'ont précédé. Cette accélération de l'évolution humaine, qui avait démarré avec les débuts de l'industrialisation et s'était visiblement manifestée après la guerre de 1914-18, a pris une allure vertigineuse depuis moins d'un quart de siècle, c'est-à-dire depuis la fin de la guerre de 1939-45.

Un monde nouveau est né, que nul, au XIX^e siècle, n'aurait pu imaginer — sinon sous une forme utopique. Au moment où Proudhon écrivait « Les Contradictions économiques », où Marx rédigeait « Le Capital », dans les pays occidentaux la naissante industrie bouleversait les structures économiques et sociales figées par des siècles d'une production artisanale stagnante. Autour de géantes usines surgies du sol et crachant vers le ciel des fumées noirâtres, des masses humaines venaient s'agglutiner : le prolétariat industriel naissait, se gonflant sans cesse de déracinés de la terre et de compagnons artisans chassés des petits ateliers.

Un prolétariat misérable. Si misérable que, malgré les récits de quelques grands écrivains, les hommes de ma génération, c'est-à-dire nés vers les débuts de ce siècle, n'en ont qu'une vision incomplète. Quant à la jeune génération, celle qui, en mai 68, du haut des barricades, se ruait à l'assaut de la « société de consommation », elle n'en a pas la moindre idée. Il faut essayer — aujourd'hui et c'est difficile — de se représenter ce qu'était hier la vie d'un homme ou d'une femme du peuple. L'école étant à peu près inexistante, l'enfant commençait à travailler vers six ou sept ans, c'est-à-dire dès que le jeune animal humain était en état de produire un effort musculaire. Le temps du travail se poursuivait jusqu'à la mort du producteur ou, du moins, jusqu'à ce que la vieillesse ou l'infirmité viennent le rejeter hors du cycle de la production — ce qui, pour la plupart, équivalait à un arrêt de mort. Quant à la durée quotidienne du travail, elle se situait aux alentours de quatorze ou seize heures. Aucun congé dans le courant de l'année, sauf quelques rares fêtes religieuses. Pas de sécurité sociale, pas d'allocations familiales ou de chômage : un accident ou la maladie et c'était la perte de l'emploi, la misère noire, la mère se tuant au travail pour acheter un peu de pain à une marmaille

piaillant de faim. Et, pour ce labeur inhumain, des salaires de famine qui permettaient tout juste de survivre en se gavant quotidiennement de pommes de terre, la viande n'apparaissant sur la table qu'en quelques exceptionnelles occasions.

Ah ! mes jeunes camarades, si vous pouviez comprendre comme ces misérables, ces « damnés de la terre », l'ont aspiré, l'ont espérée la société de consommation ! Ils ont souffert, ils se sont battus, ils ont construit des barricades sur lesquelles ils se sont fait tuer pour que nous, leurs petits et arrière-petits-fils, participions à ce festin de la vie que leur refusaient alors féroceement leurs exploiters — ces bourgeois plus inhumains que ne le furent les profiteurs de l'esclavage antique.

Assurément, si, de ce néant d'où nul n'est jamais sorti, ni ne sortira jamais, par quelque impossible miracle l'un de ces forçats du travail et de la faim du siècle dernier avait surgi de sa tombe, il aurait été aussitôt terrassé par la stupeur en entendant la jeunesse vociférer contre cette société de consommation, qui n'avait été pour lui, l'arrière-grand-père au ventre vide, qu'un rêve merveilleux, le reflet d'un paradis inaccessible.

Evoquant aujourd'hui ce passé qui paraît si lointain, mon propos n'est pas, on s'en doute, de prendre la défense de la société de consommation telle qu'elle existe, mais de faire mesurer la différence qui sépare cette époque de la nôtre. Avoir une nette conscience de l'abîme qui sépare ces deux mondes, celui d'avant hier et celui d'aujourd'hui, est, à mon avis, indispensable, à la fois pour bien situer les œuvres des pionniers du socialisme dans le contexte de leur époque et pour, partant de leurs travaux, promouvoir un socialisme à la mesure des temps que nous vivons.

Il peut sembler paradoxal d'écrire que, ce dont nous devons nous persuader, c'est précisément, **que nous avons atteint cette société de consommation** pour la conquête de laquelle s'est battue la classe ouvrière pendant plus d'un siècle et, avant elle, les milliers de générations d'esclaves et de serfs pendant plus de cinquante siècles. Certes, la misère n'a pas totalement disparu : même dans nos pays surévolués, une frange « d'économiquement faibles » ne participe pas à la société de consommation. Mais, disons-le parce que c'est la réalité, cette frange ne représente qu'une petite minorité, alors qu'hier les oubliés du festin étaient la grande majorité.

Un monde ancien est mort, un monde nouveau est né : pourquoi ? Les prolétaires de notre temps, dont les aïeux crevaient de faim au siècle dernier, disposent aujourd'hui du nécessaire et même, pour un certain nombre, du superflu : pourquoi ? Et cependant, ils revendiquent toujours : pourquoi ?

*
**

Pourquoi le monde a-t-il bougé ? A cause, évidemment, de l'industrialisation. Mais celle-ci n'a été elle-même que la conséquence et le résultat de l'irruption dans une production artisanale stagnante, limitée à l'emploi de l'énergie musculaire, des énergies extra-humaines : vapeur, électricité, explosion, réaction nucléaire.

Cette irruption d'énergie, qui s'est échappée au XVII^e siècle de la marmite de Denis Papin, balbutiante tout au long du XVIII^e siècle, relativement lente à se développer au cours du XIX^e siècle, s'est brusquement amplifiée après la guerre de 14-18 pour jaillir en geyser après celle de 39-45. Dès lors, à une production limitée depuis des temps immémoriaux succédait une production pléthorique.

La théorie marxiste de la paupérisation croissante du prolétariat et son accroissement par la prolétarisation des classes moyennes avec, pour contrepartie, la concentration numérique et l'enrichissement continu des capitalistes, reposait sur une mesure de la production de l'époque et l'hypothèse d'une lente progression. De fait, la théorie s'est révélée exacte jusqu'au début du XX^e siècle, jusqu'à la fin de la guerre 14-18. Mais ensuite, elle a été bousculée et réduite à néant par l'inondation énergétique qui, en un demi-siècle, a fait passer la production du rythme d'un trot lent à un galop accéléré.

Alors, dans l'entre-deux-guerres, un problème crucial s'est posé au capitalisme en fonction de ce développement intensif de la production : pour que le système (du profit) demeure, il fallait nécessairement produire, **mais aussi et surtout écouler la production** — sinon la machine se bloquait. Or, la production atteignit très vite un seuil au-delà de laquelle elle ne pouvait plus être absorbée par la seule classe exploiteuse — cependant que les bas salaires de la classe exploitée ne lui permettait pas de consommer les produits excédentaires. La « surproduction » (c'est-à-dire la limitation de la consommation par saturation des classes riches et l'insolvabilité des classes pauvres) et le chômage en résultant furent les causes des grandes crises économiques qui secouèrent le monde de l'entre-deux-guerres.

La situation paraissait sans issue. L'asphyxie guettait à brève échéance le régime capitaliste si une porte enfoncée ne venait pas lui fournir l'air frais indispensable à sa survie. Cette porte, ce fut en Amérique qu'elle fut enfoncée. En Amérique où un capitalisme plus jeune et plus dynamique que celui de la vieille Europe comprit enfin que le seul moyen d'éviter l'agonie (et l'inévitable explosion révolutionnaire consécutive) était de donner à sa propre classe ouvrière les moyens d'acquérir les produits : ce fut le début de la politique des hauts salaires. Cet autofinancement injecta un sang nouveau dans une économie moribonde et, petit à petit, la machine se remit en route.

Mais en Europe, le capitalisme, figé dans des traditions bourgeoises, enkysté dans son égoïsme de classe, frémissant de haine pour une classe ouvrière dont les sursauts révolutionnaires avaient tant de fois troublé son sommeil et sa digestion, en Europe le capitalisme se refusa avec une bêtifiante obstination de suivre cette voie. La fausse révolution de 1936 fut une vaine tentative pour l'y contraindre. Mais le socialisme dégénéré à la Blum et le communisme aux ordres à la Thorez bloquèrent dans une impasse un sursaut populaire qu'un peu d'énergie et de clairvoyance auraient transformé en révolution.

Il fallut attendre une nouvelle guerre (qui fut la conséquence directe de ce refus du capitalisme européen de s'adapter), une guerre destructive qui brisa définitivement les structures économiques de la vieille Europe pour qu'une nouvelle génération de capitalistes s'engage enfin dans la

voie ouverte par leurs homologues américains. Le résultat fut spectaculaire : en moins d'un quart de siècle, la classe ouvrière des pays européens industrialisés a accédé au rang de consommatrice. Elle s'est incontestablement enrichie — non pas d'or accumulé, mais de biens consommés, ce qui est, en définitive, la seule forme valable de l'enrichissement.

Le vieux rêve du prolétaire crève-la-faim du siècle dernier s'est réalisé : son arrière-petit-fils roule carrosse — à pétrole ; il mange de la viande à chaque repas et, tous les ans, s'en va vacancer à la mer ou à la montagne, en ces lieux jadis hantés par les seuls privilégiés de la fortune

*
**

La classe ouvrière a donc acquis un niveau de vie absolument imprévisible au siècle dernier. Cependant, elle demeure exploitée. Et même, désormais à deux niveaux : celui de la production et celui de la consommation.

L'exploitation au niveau de la production a diminué dans de notables proportions, sinon globalement, du moins à l'échelle de l'unité humaine engagée dans la production. Jadis, il s'agissait pour le capitaliste — et c'est à partir de cette constatation que tous les théoriciens économistes et socialistes, autoritaires et libertaires, de Ricardo à Marx en passant par Proudhon définirent la loi de la plus-value —, il s'agissait pour le capitaliste, semblable en cela au paysan fournissant à son cheval la dose minimum de foin, d'octroyer à ses ouvriers le salaire minimum pour leur permettre de survivre et de produire — politique de bas salaires qu'il lui était facile d'imposer en raison de l'abondance de la « marchandise » offerte : le travail d'une part ; et d'autre part, de vendre les produits le plus cher possible — politique des prix élevés qu'il lui était également facile de pratiquer en raison de la rareté de ces produits.

L'explosion énergétique qui a suivi la guerre de 39-45 et l'extraordinaire développement de la production sont venus définitivement bouleverser ces données et rendre caduques les analyses économiques du XIX^e siècle. Le trait essentiel de cette mutation est que l'exploitation de l'homme a basculé pour une large part du niveau de la production à celui de la consommation. Le processus est désormais le suivant : pour permettre à la classe ouvrière d'acquérir les produits de consommation — et donc permettre au régime capitaliste de fonctionner — la classe exploiteuse concède à une large fraction des producteurs des salaires de plus en plus élevés et des loisirs de plus en plus longs. Même si l'on n'est pas tout à fait revenu à la semaine de quarante heures, même si l'on tient compte de l'accélération des cadences, il me paraît évident que la « somme » de travail d'un ouvrier en cette fin de siècle n'a rien de comparable avec ce qu'elle représentait pour son aïeul vers le milieu du siècle dernier.

Cependant, ces hauts salaires, que la nécessité a contraint la classe exploiteuse de concéder aux producteurs, il s'agissait de les lui reprendre — car, à cette condition seulement, le système pouvait fonctionner : le bas de laine de grand-mère et l'épargne de grand-père étaient condam-

nés. Le premier d'une manière définitive. Quant à la seconde, elle ne devait plus être prônée que dans les périodes d'inflation et dans la mesure où les capitaux de cette épargne sont immédiatement réinjectés dans l'économie sous forme d'investissements.

Ainsi, le système capitaliste du profit, pour se survivre, a dû se modifier profondément. Hier, il s'agissait d'une exploitation brute du producteur et de son travail. Aujourd'hui, il s'agit d'une « récupération » du supplément de salaire alloué par le moyen d'une incitation à la consommation. Jadis, les capitalistes ne réalisaient qu'un bénéfice restreint sur les produits consommés par la classe ouvrière, d'une part parce que, faute de moyens, cette consommation était réduite au minimum ; d'autre part, parce qu'il arrivait que de « bons » patrons jouent aux pères Noël avec leurs ouvriers en créant des magasins d'usine à prix réduits et en construisant des cités clapiers à bon marché — ce qui n'était pas une manifestation de philanthropie, mais un moyen de tenir en laisse la classe ouvrière.

Aujourd'hui, la pratique généralisée des hauts salaires a rendu caduque cette mise en condition réalisée sous le masque du paternalisme. D'autre part l'abondance des produits et la sévère concurrence qui en résulte rendent de plus en plus difficile le maintien de prix élevés. Dans la société de rareté, c'était par la contrainte des bas salaires qu'étaient maintenus dans la misère — la dépendance — les producteurs. Cette barrière ayant sauté par la pratique des hauts salaires dans la société d'abondance, la contrainte a dû céder la place à la persuasion pour reprendre l'argent des salaires dans la poche des salariés: c'est le rôle dévolu à la publicité. L'extraordinaire développement de celle-ci, son insistance obsédante n'ont pas d'autre objet que de « récupérer » par une incitation à une intensive consommation le surplus de salaire accordé par le patronat à ses ouvriers : le bon fonctionnement du régime capitaliste est à ce prix. Cela est si vrai que, dans le cadre des concentrations qui s'opèrent actuellement, on voit de plus en plus de grandes entreprises de production s'assurer le contrôle de vastes réseaux de distribution.

Ainsi en est-on arrivé à ce stade où une grève, même limitée, de la consommation porterait au régime capitaliste des coups beaucoup plus rudes que les grèves à la production. Voilà un petit fait que feraient bien méditer les stratèges de la lutte anticapitaliste. Certes, ce procédé n'est pas nouveau, mais il n'a été employé jusqu'ici que d'une manière limitée et exceptionnelle (la C.N.T. à Barcelone avant la guerre ; les Noirs dans une ville américaine il y a quelques années contraignirent ainsi les compagnies de transports en commun de céder à leurs revendications). Il semble évident que dans les pays surindustrialisés, où la source principale du profit se situe au niveau de la consommation, une grève de celle-ci mettrait en quelques semaines à genoux les capitalistes et l'Etat — et cela sans certains inconvénients qui résultent de la grève à la production.

*

**

Ainsi, dans la société de consommateurs, l'exploitation de la classe ouvrière demeure, mais celle-là n'a plus pour celle-ci les conséquences désastreuses de jadis. L'abondance d'énergie, en multipliant à l'infini la

production, a eu un résultat exactement contraire à celui de la paupérisation du prolétariat annoncée par Marx. Les luttes pour les augmentations de salaires n'ont plus pour objet d'obtenir le minimum vital, mais de conquérir le non-indispensable : la télé, la voiture, les lointaines vacances, la résidence secondaire, etc.

Ce phénomène, qui caractérise la fin du XX^e siècle, il faudrait, je crois, que les révolutionnaires en prennent conscience. Et qu'ils révisent leurs thèmes de propagande : on n'use pas des mêmes arguments envers un ouvrier selon qu'il a le ventre plein ou vide, les motivations qui peuvent l'entraîner dans l'action étant différentes. La stratégie révolutionnaire doit donc tenir compte de ce changement fondamental survenu dans les sociétés industrialisées.

Car, au sein de cette relative abondance, **la lutte continue** : la revendication ouvrière, si elle est souvent moins violente que par le passé, n'en maintient pas moins sa pression sur le patronat. Seulement, par le fait même que cette classe ouvrière a accédé à un niveau de large consommation, sa revendication a perdu son caractère **exclusivement économique**. L'économie n'est plus le fait essentiel qui fait agir l'homme et, donc, n'est plus le « moteur » de l'histoire. A la revendication de caractère purement économique se surajoute, en prenant de plus en plus d'ampleur, une contestation d'ordre moral : la classe ouvrière ne revendique plus un droit de vivre (qui lui est assuré dans une large mesure), mais conteste une **certaine** manière de vivre résultant de la domination morale et politique qu'exerce sur elle une minorité dirigeante.

En fait, j'estime que le fait économique, en raison de son acuité, de sa « présence » et qui fut, pour des milliers de générations, une question de vie ou de mort, a masqué pendant ce même laps de temps le problème fondamental des sociétés humaines qui est, au-delà de l'exploitation de l'homme par l'homme, la domination de l'homme sur l'homme, cette domination qui s'est exercée et s'exerce à travers tous les régimes politiques, depuis l'esclavagisme des sociétés antiques jusqu'au moderne « socialisme » des pays marxisés, ce qui prouve que l'économie n'est pas le problème clé.

L'abondance de la production résultant de l'abondance énergétique a pour effet de faire « tomber » le prétexte économique qui a longtemps dissimulé les causes profondes du combat. De nos jours, la lutte millénaire des asservis reprend son véritable sens : ce n'est plus, exclusivement, la lutte des affamés contre les affameurs, mais celle de l'homme, de tous les hommes, contre les aliénations morales et intellectuelles qui, aujourd'hui au sein de la société d'abondance comme hier au sein de la société de disette, les maintiennent dans un identique état de dépendance.

C'est donc, très exactement, la lutte de la liberté contre l'autorité, cette lutte qui est l'essence même de l'anarchisme.

L'ère d'abondance dans laquelle sont entrées les sociétés industrialisées a ainsi pour conséquence de « démarxiser » le problème social et de restituer son actualité à l'anarchisme.

**

Je sais : deux hommes sur trois à travers le monde ne mangent pas à leur faim. Je sais : la totalité des matières premières sont drainées des pays sous-développés vers les pays industrialisés, l'Amérique, à elle seule, en accaparant 40 %.

On peut donc penser que la « prospérité » que connaissent actuellement les pays industrialisés ne sera que momentanée et que, dans un monde où les deux tiers des humains ne disposent pas du minimum vital, le problème économique se pose toujours et se posera même avec une intensité de plus en plus dramatique.

C'est possible. Il est même probable que si ce problème n'est pas résolu dans les prochaines décennies, il provoquera des tragédies à l'échelle planétaire — une lutte de « classes » projetée hors du cadre de la nation dans une dimension mondiale et opposant les pays pauvres aux pays riches. Mais il est également possible que le capitalisme qui, **acculé par la nécessité**, a donné les moyens de consommer (et qui eût imaginé cela il y a un siècle ?) à sa propre classe ouvrière, lorsque celle-ci sera arrivée à la limite de la saturation, il est possible, dis-je, que le capitalisme, toujours acculé par la nécessité, fournisse aux masses des pays actuellement sans ressources les moyens d'absorber une production de plus en plus pléthorique.

Comment ? Par le même processus qui lui a permis de faire accéder au niveau de la consommation une classe misérable, hier vouée uniquement à la production. Il faut bien se convaincre que, à l'aube du XIX^e siècle, la richesse n'est plus et ne sera jamais, plus jamais matérialisée par des tas d'or, mais par la quantité de produits livrés à la consommation. C'est un enrichissement, non par une épargne privative, mais par une dépense permanente, par une élévation du niveau de vie rendues possibles par la surabondance d'énergie qui a multiplié la production et que, demain, l'automation et la cybernétique vont encore accroître. Une véritable révolution socialiste s'efforcera de donner à manger à ceux qui ont faim par raison humanitaire. Le capitalisme le fera **peut-être** — parce que cela sera pour lui une question de vie ou de mort.

En vérité, je crois que le véritable danger qui, à échéance, menacera les générations futures viendra du gaspillage insensé d'un capital de matières premières que la nature a mis des milliers de siècles à constituer et qui, épuisé, le sera définitivement.

Mais cela est un autre problème.

Ce qui est certain, c'est que la lutte révolutionnaire pour l'affranchissement, non plus seulement économique, mais moral et intellectuel, de l'homme demeure actuelle.

M. F.